



Rapport 2013-DICS-20

1^{er} octobre 2013

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2029.08 Eric Collomb – Création de structures de «sports-arts-études» dans le canton de Fribourg

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport faisant suite au postulat du député Eric Collomb concernant la création de structures «sports-arts-études» dans le canton de Fribourg.

Ce rapport comprend les chapitres suivants:

1. Situation	1
2. Rapport et propositions du groupe de travail	2
3. Nouvelles bases légales	3
4. Principes tirés de la phase de projet-pilote et du rapport du groupe de travail	3
5. Conclusion	9

1. Situation

1.1. Présentation du postulat

Par un postulat déposé et développé le 21 avril 2008, le député Eric Collomb demande au Conseil d'Etat un rapport «exposant un catalogue de mesures qui permettront de résoudre la difficile équation de la pratique d'une activité sportive ou artistique de haut niveau avec l'accomplissement de la scolarité sans diminution des exigences de formation, et ceci tant au niveau du secondaire I que du secondaire II».

Dans le développement de sa demande, le postulant constate que «notre canton n'offre pas de structures scolaires adaptées aux exigences des élèves pouvant être considérés comme sportifs d'élite ou artistes d'exception». Il propose que Fribourg s'inspire de l'un ou l'autre canton romand: le Valais intègre «ce type d'élève dans des classes existantes du cycle d'orientation», Vaud dispose «depuis 20 ans d'une palette de mesures pour jeunes sportifs et artistes dont le talent est reconnu». Le postulant relève les mesures ponctuelles «accordées non sans mal par notre canton» et juge ces dernières insuffisantes.

1.2. Réponse du Conseil d'Etat

Dans sa réponse du 22 décembre 2009, le Conseil d'Etat juge la situation du moment moins préoccupante que ne l'estime le postulant. Une comparaison avec d'autres cantons doit en effet prendre en compte les différences démographiques:

une offre généralisée «sports-arts-études» est possible avec un bassin de recrutement scolaire suffisant pour permettre la création de classes particulières prenant en compte les besoins différents des jeunes sportifs et artistes selon la discipline pratiquée.

Le Conseil d'Etat tient cependant à relever les efforts entrepris à ce moment avec la mise en place des différents projets «sport d'élite et école» existants ainsi que les travaux du groupe de travail «Sports-arts-études». Il rend aussi attentif au grand nombre de jeunes qui profitent d'un soutien ciblé et individualisé. Depuis six ans déjà, indique le Conseil d'Etat en 2009, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) a mandaté son Service du sport afin de mettre en place des solutions individualisées pour les jeunes sportifs leur permettant de concilier le mieux possible les exigences liées à l'école et au sport d'élite. Aménagements et décharges d'horaires ainsi que leçons d'appuis et prise en charge de l'écolage pour des scolarisations hors canton sont les moyens les plus souvent utilisés actuellement pour permettre à quelque 300 élèves et étudiants de mener de front leur cursus scolaire et leur carrière sportive. Dans le but de trouver les meilleures solutions possibles, un partenariat informel s'est établi; il comprend le Service du sport (SSpo) comme instance de coordination et englobe les services de l'enseignement, les associations sportives et les clubs, les directions d'école, ainsi que le Conservatoire et les organisations de parents d'élèves.

Si l'application des dispositions légales préexistantes permettait déjà à un grand nombre d'athlètes, parents, associations et clubs sportifs de trouver des solutions satisfaisantes en matière de sport/art/études, il y a cependant lieu d'examiner l'utilité de mettre en place dans notre canton une filière «sports-arts-études». La DICS, en collaboration avec la DEE, a dès lors mandaté un groupe de travail dont le mandat est présenté au point 2 ci-dessous, raison pour laquelle le Conseil d'Etat a proposé de prendre en considération ce postulat.

1.3. Débat parlementaire

Le 3 février 2010, le Grand Conseil a décidé la prise en considération du postulat. Lors du débat, la Commissaire du Gouvernement a souligné qu'il est très important de bâtir une collaboration solide entre l'école et, le cas échéant, les clubs et les associations sportives ou également les écoles artistiques, car si l'école peut assumer la partie scolaire, les autres partenaires ont la responsabilité de l'activité sportive ou artistique de haut talent. Elle a rappelé les travaux en cours et proposé d'informer le Grand Conseil sur la mise en place des propositions élaborées par le groupe de travail.

Au vote, le postulat a été pris en considération par 79 voix contre 1. Il y a eu 6 abstentions.

2. Rapport et propositions du groupe de travail

2.1. Mandat

La DICS, en collaboration avec la DEE, a mandaté en 2009 un groupe de travail cantonal pour étudier les modalités de la création d'une filière «sports-arts-études» pour les niveaux du secondaire I et du secondaire II.

Sur la base des aménagements existant alors, des projets pilotes en cours, des expériences d'autres cantons, notamment ceux dans lesquels une telle filière a été mise en place, le groupe de travail devait proposer un modèle de filière «Sports-arts-études» qui définissait:

- a) la liste des sports et arts concernés
- b) les critères exigés pour l'admission et le maintien des élèves dans une telle structure
- c) les modalités d'aménagements scolaires collectifs et individuels
- d) les critères auxquels doivent répondre les centres de formation sportifs ou artistiques qui encadrent les jeunes
- e) l'estimation du nombre de jeunes concernés et leur répartition géographique
- f) les critères de centralisation ou de décentralisation d'une telle filière sur le territoire cantonal
- g) les types de classes au CO ou d'options au secondaire II
- h) les mesures d'aides (droits à des mesures, modalités)

- i) les conditions de passage du degré secondaire I aux filières du degré du secondaire II
- j) les diplômes décernés
- k) les modalités de changements de cercles scolaires (autorité de décision, transport, critères)
- l) les modalités d'évaluation du travail scolaire
- m) les modalités de financement (scolarisation, transport, etc.) et les conséquences budgétaires
- n) les autorités de décision pour ces différents aspects et les voies de droit (exemple: en cas d'échec scolaire d'un élève partiellement libéré de l'école pour la pratique de son sport ou son art)
- o) les engagements réciproques de l'élève, de ses parents, des clubs ou associations, des employeurs et des autorités scolaires.
- p) Démarche

Le groupe de travail était composé de représentants des services de l'enseignement et écoles de la DICS, de la DEE et de la DIAF, ainsi que de l'Association fribourgeoise des sports (AFS), de la Commission cantonale du sport et de l'éducation physique et d'un représentant des employeurs. Il a déposé son rapport final en septembre 2010. Ses propositions prennent en compte les expériences faites jusqu'ici au sein du canton ainsi que des expériences d'autres cantons, notamment Vaud, Jura, Lucerne, Valais et Genève.

A la suite des différentes présentations de concepts cantonaux existants et aux informations en provenance d'autres cantons, le groupe de travail a abordé des thèmes suivants:

- > Objectifs scolaires des sportifs/artistes de talent fribourgeois
- > Centralisation vers des écoles d'accueil; localisation géographique
- > Classes de sport vs classes classiques
- > Décharge pour les établissements scolaires
- > Charge de travail pour le SSpo (voir pt m. du mandat)
- > Contrôle médical dans le domaine du sport et de la danse
- > Contrat type pour les élèves et annotation dans le livret scolaire
- > Groupe de pilotage cantonal SAF ou commission cantonale SAF
- > Passage du degré secondaire I au degré secondaire II

2.2. Les propositions émises par le groupe de travail

Au terme d'une réflexion approfondie et d'échanges nourris, le groupe de travail a émis des propositions sur les différents points du mandat. Afin de favoriser la mise en œuvre d'un programme Sports-Arts-Formation (ci-après SAF) pour le canton de Fribourg, une commission SAF restreinte a repris les propositions du groupe de travail et a élaboré un programme complet. Ceci fait, la phase pilote a pu commencer.

3. Nouvelles bases légales

3.1. Législation sur le sport

En parallèle au lancement de la phase pilote du programme SAF au début de l'année scolaire 2010/11, le Grand Conseil a adopté, le 16 juin 2010, la nouvelle loi sur le sport (LSport, RSF 460.1), loi-cadre qui fixe les objectifs et les limites de l'intervention de l'Etat en matière de sport.

En son article 7 al. 1 est ancré le principe que l'Etat *soutient la relève dans le sport de performance, prioritairement par les mesures prévues par la législation scolaire*. L'alinéa 2 crée en outre la base légale pour que l'Etat puisse contribuer aux frais d'écologie dans un autre canton en faveur des jeunes sportifs et sportives, pour autant que ceux et celles-ci *appartiennent à un cadre régional ou national et/ou à une équipe de l'élite nationale et qui sont domiciliés dans le canton depuis deux ans*.

Concrétisant ces mesures de promotion du sport de performance, le Règlement sur le sport (RSport, RSF 460.11), adopté par le Conseil d'Etat le 20 décembre 2011, instaure formellement le programme «Sports-Arts-Formation» (SAF), en précisant les critères et la procédure d'admission au programme ainsi que les conditions de prise en charge des frais d'écologie pour les jeunes sportifs et sportives de talent souhaitant fréquenter une école de sport spécialisée hors canton (articles 12 à 18 RSport).

3.2. Législation scolaire

Dans le cadre de la révision de la loi scolaire, dont le projet est actuellement en cours d'examen par une commission parlementaire du Grand Conseil, les mesures SAF sont thématiquement incluses dans les mesures de soutien (cf. l'article 35 AP-LS) et les changements de cercle scolaire (article 14 AP-LS) qui permettront l'organisation particulière de l'enseignement pour les élèves ayant des besoins scolaires spécifiques. Les mesures et les aides scolaires concrètes (cf. chiffre 4.1.2 let. d ci-dessous) en faveur des jeunes sportifs et sportives et artistes de talent seront davantage concrétisées dans le règlement d'exécution suivant les principes du présent rapport.

4. Principes tirés de la phase de projet-pilote et du rapport du groupe de travail

4.1. Les principes généraux

4.1.1. Conditions d'étude identiques

Les sportifs/artistes de talent fribourgeois doivent pouvoir bénéficier des mêmes conditions d'études que les autres élèves tout en conciliant au mieux la pratique sportive ou artistique. Les établissements scolaires proposent ainsi une

formation de qualité, dans le respect des objectifs des plans d'études de la filière choisie par l'athlète/artiste et de même niveau que celle dont bénéficient tous les élèves. Ils leur proposent des aménagements qui respectent les différents types de classes, les degrés et les niveaux des étudiants.

C'est notamment pour ce motif et afin d'éviter une grande marginalisation que la création d'une école sportive ou plutôt de classes spécifiques n'a pas été retenue. Par contre, une centralisation des élèves sportifs/artistes de talent vers des écoles d'accueil (localisation géographique) a été retenue afin d'optimiser le temps à disposition. En effet, en étant à proximité de son lieu d'entraînement, le sportif ou l'artiste de talent limite ses déplacements et préserve ainsi du temps de récupération ou de travail. Il existe par conséquent deux types de sportifs/artistes de talent, ceux qui doivent être déplacés à proximité des centres de formation et ceux qui peuvent rester dans leur école d'origine. Les sportifs/artistes de talent qui doivent être déplacés en raison de leur affiliation à une structure spécifique sont regroupés dans les écoles d'accueil selon leurs disponibilités et leurs capacités de prise en charge convenues entre les directions d'école.

Voici un résumé des avantages et des inconvénients du regroupement des talents dans les mêmes classes:

	Classes de sport	Classes classiques
Positif:	<ul style="list-style-type: none">Etat d'esprit lié à la performanceOrganisation simple pour l'écoleOrganisation simple pour l'élève (moins stress)Autonomie dans l'écoleCommunication parents-centre de formation-école facilitée	<ul style="list-style-type: none">Intégration socialePlan d'études identique à tous → reconnaissance des diplômes, évaluations, ...Coûts peu élevésReconnaissance du sportif/artiste au sein de la classe normalePas de soucis de transition en cas de changement de statut
Négatif:	<ul style="list-style-type: none">Effet de «ghetto»MarginalisationCoûts importantsNiveau scolaireChoix restreint des étudesProlongement de la durée des études	<ul style="list-style-type: none">Organisation scolaire plus compliquée (horaire, appuis, ...)Rattrapage scolaire pour l'élèveRessources humaines augmentéesCommunication parents-centre de formation-école plus compliquéeDirection doit être compréhensive

4.1.2. «Enseignement obligatoire», points c., g., h., j., et l. du mandat

a) Cadre

Les écoles proposent une formation de qualité, dans le respect des objectifs des plans d'études, de même niveau que celle dont bénéficient tous les élèves. Elles prévoient des aménagements respectant les différents types de classes et degrés des élèves. Elles élaborent le cas échéant des structures sco-

lares qui ménagent du temps pour les pratiques sportives ou artistiques.

Afin de bénéficier d'un choix d'étude optimal et dirigé vers les compétences et les affinités des sportifs/artistes, il n'est pas souhaitable de créer ou d'aménager des classes spécifiques. Certaines restrictions pourront tout de même être parfois demandées pour répondre aux demandes de dispenses; par exemple, le choix des options ou de certaines filières pourront être imposées. Chaque élève sportif ou artiste de talent est tenu de signer un contrat (cf. l'article 15 al. 2 RSport). Ce contrat, également signé par la direction de l'école, les parents et le responsable du centre de formation, décrit d'une part les aménagements dont l'élève peut bénéficier et d'autre part les attitudes et comportements qui lui permettent de maintenir ces aménagements tout au long de l'année scolaire.

b) Localisation géographique

Toutes les écoles du CO peuvent accueillir des sportifs ou artistes de talent. Ceux-ci sont scolarisés dans le CO correspondant à leur lieu de domicile. Les sportifs ou artistes de talent qui doivent être déplacés en raison de leur affiliation à un centre sportif spécifique sont regroupés dans les écoles «d'accueil» selon leurs disponibilités et leurs capacités de prise en charge. Pour les élèves s'entraînant dans le Grand-Fribourg, les écoles «d'accueil» sont à l'heure actuelle le CO de Pérolles, le CO de Jolimont, le CO du Belluard ainsi que le CO de langue allemande (DOSF). D'autres organisations de ce type peuvent être mises sur pied selon l'évolution du projet.

Les sportifs/artistes de talent sont répartis dans les écoles selon les capacités, filières et autres critères convenus entre les directions d'école. Celles-ci veilleront à ce qu'un sportif/artiste de talent puisse effectuer en principe ses 3 ans de scolarité secondaire obligatoire dans le même CO.

La recherche d'une éventuelle famille d'accueil est clairement du ressort des parents et éventuellement des fédérations.

c) Système

Les sportifs/artistes de talent sont intégrés dans des classes ordinaires existantes. Ils sont placés dans l'un des 3 types de classes en fonction des normes de promotion et de placement habituelles. Les changements de types de classes sont soumis aux directives en la matière.

Les écoles disposent d'un responsable (réfèrent) qui a la responsabilité du suivi individuel et qui assure la meilleure harmonisation possible entre l'école et le sport ou l'art. Les décharges prévues pour ce travail sont: 0.5 unité pour 1 à 5 élèves SAF.

d) Aménagements scolaires

Les sportifs/artistes de talent sont au bénéfice d'aménagements scolaires, pouvant prendre la forme d'un aménagement ou allègement d'horaires, de dispenses de cours, de congés, d'appui et de suivi pédagogique.

Ces aménagements ne doivent pas porter préjudice au bon déroulement de la scolarité des élèves et ne pas perturber le fonctionnement de l'école. Les directions d'école ont l'autorité de refuser les aménagements scolaires établis si des activités spéciales sont organisées par l'école (semaine ou journées thématiques, sortie de classe, etc.).

- > **Aménagement ou allègement d'horaires:** un élève pourra être placé dans une classe plutôt qu'une autre afin de diminuer le besoin de manquer des cours pour ses entraînements. Il pourra aussi si nécessaire rattraper des cours manqués avec une autre classe. La grille-horaire est au minimum de 26 unités d'enseignement hebdomadaires. Dans les écoles regroupant plusieurs sportifs ou artistes de talent, les allègements d'horaires sont définis dans des plages horaires identiques, ceci afin de faciliter l'organisation scolaire. De même, il sera demandé aux associations et fédérations d'harmoniser les moments d'entraînements/cours.
- > **Dispenses de cours:** un sportif/artiste de talent peut être au bénéfice de dispenses totales ou partielles de cours, sur préavis du SSpo ou du Conservatoire pour une période donnée ou pour une année scolaire complète, pour autant qu'il remplisse la condition de base, à savoir suivre au minimum 26 unités d'enseignement hebdomadaires et que les dispenses portent sur les branches définies ci-dessous.
Les branches principales (langues, mathématiques) et les branches du diplôme en 3^e année de CO (francophone) ou les branches de promotion (alémanique) ne peuvent en principe pas faire l'objet de dispenses de cours.
Les branches générales, les branches artistiques et sportives peuvent faire l'objet de dispenses partielles ou totales de cours, en veillant cependant à ne pas dispenser un sportif ou un artiste de talent d'une même branche générale 2 ans consécutifs.
- > **Congés:** un sportif/artiste de talent peut bénéficier de congés ponctuels pour participer à des entraînements particuliers, des compétitions, des concerts, des concours ou des examens jusqu'à concurrence d'un maximum de 20 demi-jours complets d'enseignement par année scolaire en plus des allègements d'horaire. Des exceptions peuvent entrer en ligne de compte selon les situations.
- > **Appui:** des cours d'appui peuvent être organisés pour les sportifs/artistes de talent reconnus si le besoin est avéré (difficulté scolaire due au fait que des cours sont manqués en raison de l'aménagement horaire). Ces cours d'appui sont mis sur pied par les écoles

- > **Suivi pédagogique:** les élèves sportifs/artistes de talent sont accompagnés et conseillés dans leur parcours scolaire par le coordinateur scolaire.

e) Les diplômes décernés

Les élèves sportifs/artistes sont soumis aux mêmes objectifs de formation que les autres élèves. Ils participent en principe aux épreuves de diplôme de fin de scolarité obligatoire (partie francophone).

f) Les modalités d'évaluation du travail scolaire

Les élèves sportifs/artistes de talent participent en principe à toutes les évaluations (épreuves cantonales et tests de référence obligatoires), selon les règles en vigueur.

En cas de dispenses de cours totales, ils ne sont pas évalués et aucun résultat ne figure dans le bulletin scolaire. Par contre une annotation explique le statut particulier de l'élève.

Dans le cas de dispenses de cours partielles, les sportifs/artistes de talent sont en principe soumis aux évaluations. Les situations particulières sont traitées de cas en cas.

4.1.3. «Enseignement au secondaire II»

- > **Modalités d'aménagements scolaires collectifs et individuels**

Chaque école du secondaire II (DICS, DEE, DIAF) peut accueillir des sportifs/artistes de talent. Lorsque l'élève doit se rapprocher de ses lieux de pratique sportive ou artistique, un changement d'école est possible. Le regroupement d'élèves pratiquant le même sport ou art peut être décidé par la conférence des recteurs (CORE-COFR) ou la conférence des directeurs des centres de formation professionnelle (CD-CFP) afin de faciliter la mise en place du programme.

Les aménagements scolaires sont essentiellement individuels et reprennent les articles 4 à 12 des directives du 24 août 1999 sur les mesures permettant aux élèves et apprenti(e)s du degré secondaire II de mieux concilier la pratique d'activités artistiques ou sportives de haut niveau et la formation scolaire ou professionnelle. En raison de la primauté qui doit rester aux études, c'est la direction de l'école concernée qui décide des modalités d'aménagements. Dans le cadre de la formation professionnelle duale, c'est souvent le formateur en entreprise qui met du temps à disposition de l'élève sur le temps de travail entreprise.

Un contrat définissant les modalités du statut de sportif ou d'artiste de talent est conclu entre les élèves, les parents, le référent du centre de formation et l'école (cf. l'article 15 al. 2 RSport).

- > **Types de classes d'options au secondaire II**

Il n'y a pas lieu de limiter par principe le choix des élèves, mais une orientation sur le choix des options pour la maturité gymnasiale est envisageable pour faciliter les aménagements.

- > **Allègements d'horaires**

La solution du degré secondaire I est appliquée pour les écoles à plein temps, mais cette limite n'est pas réalisable pour le système d'apprentissage dual et les mesures sont étudiées au cas par cas.

- > **Certificats décernés**

Les élèves sportifs/artistes de talent reçoivent les mêmes certificats que leurs camarades.

- > **Modalités d'évaluation du travail scolaire**

Pour l'éducation physique et la formation artistique, une dispense peut être accordée selon les articles 5 et 6 des directives de 1999 qui précisent qu'une mention «dispensé» sera inscrite dans le bulletin de notes ou sur le diplôme de la formation suivie.

Pour les autres branches, selon l'article 7, une dispense est conditionnée par un minimum de contrôles notés à effectuer.

- > **Appuis**

La création d'une plate-forme virtuelle pourrait faciliter l'accès aux documents de cours, aux devoirs, etc. Pour l'instant, ce système n'est pas développé, mais en cas de financement du programme SAF, ce projet paraît incontournable.

4.2. Les critères exigés pour l'admission et le maintien des élèves

4.2.1. La liste des sports et arts concernés, point a. du mandat

Au moment des travaux du groupe de travail, il n'existait pas de liste de sports et d'arts, celle-ci est cependant maintenant disponible sur le site internet du Service du sport. S'agissant du domaine sportif, elle a été élaborée d'après les critères de Swiss Olympic pour la classification des sports et est mise à jour chaque année. Quant au domaine artistique, la classe préprofessionnelle de musique et de danse du Conservatoire a été retenue comme critère.

4.2.2. Les critères exigés pour l'admission et le maintien des élèves dans une structure spécifique, point b. du mandat (cf. également l'article 13 RSport)

Si nécessaire, pour les élèves du degré primaire, le concept SAF s'applique de la même façon que pour les élèves des degrés secondaires I et II, mais de manière très exceptionnelle. En principe, seuls la gymnastique artistique, la danse et le patinage artistique entrent en ligne de compte.

Le nombre de places disponibles dans le canton peut être limité pour l'ensemble des sportifs/artistes fribourgeois, des sportifs/artistes en provenance d'autres cantons ou pour des sportifs/artistes étrangers.

Les possibilités d'ouverture de classe (budget à disposition), la disponibilité des écoles (nombre de classes, nombre d'élèves au sein des classes), le nombre de sportifs/artistes de talent par niveau de performance ou classe d'âge (selon prise de position de la commission cantonale SAF) ou encore le nombre de changements de cercle demandé constituent les critères de limitation.

Une première mesure afin de régulariser le nombre de demandes a consisté à créer deux catégories d'athlètes dans le programme SAF. La première pour les **athlètes SAF** qui bénéficient d'aménagements ou allègements scolaires, d'appuis pédagogiques, de congés ou dispenses de cours réguliers ou ponctuels ainsi que d'un suivi particulier. La seconde pour les **athlètes Espoirs** qui seront dispensés d'éducation physique et pourront demander ponctuellement des congés pour des événements spéciaux (camps d'entraînement ou compétitions).

Pour l'année scolaire 2012/13, si 518 élèves se sont inscrits pour le programme, après examen des dossiers, se sont finalement 260 élèves en catégorie Espoirs et 226 élèves en SAF dont 44 pour des écolages hors canton qui ont été acceptés. Ils se répartissent de la manière suivante: 239 élèves au SI et 199 au SII, ainsi que 4 athlètes dans d'autres écoles.

Dans la mesure du possible, les établissements scolaires s'organisent en vue d'éviter des ouvertures/fermetures de classes.

L'intégration des élèves provenant d'autres cantons se fait selon les modalités des conventions existantes (RSA, RSF 416.4, et CIIP, RSF 410.5).

Toutefois, les sportifs et artistes de talent fribourgeois ne doivent pas subir les conséquences (refus à l'accès du programme SAF) d'arrivées d'élèves d'autres cantons ou pays.

Admission de sportifs/artistes de talent dans le programme SAF

Le niveau sportif à atteindre pour être admis au programme SAF (cf. l'article 13 al. 2 let. c RSport) est fixé par le SSPo, sur proposition de la commission SAF, au plus tard à la fin décembre pour l'année scolaire suivante.

Les demandes d'admission doivent être complétées et déposées auprès du Service du sport avant le 15 février de l'année scolaire précédente (article 14 al. 1 RSport). Des demandes d'admission en cours d'année scolaire peuvent être déposées exceptionnellement. Chacune de ces demandes fera l'objet d'une évaluation particulière pour déterminer si le sportif/artiste de talent intègre ou non le programme SAF.

La liste des critères précis par discipline sportive a été définie et est disponible sur le site internet du Service du sport <http://www.fr.ch/sspo/fr/pub/index.cfm>. Elle a été élaborée d'après les critères de Swiss Olympic pour la promotion des espoirs ainsi que sur des échanges entre les différents cantons, fédérations et associations et elle sera mise à jour chaque année par le Service. Pour les artistes, les critères d'entrée en classe préprofessionnelle de musique et de danse du conservatoire sont retenus.

En permettant aux élèves fribourgeois de pratiquer leur sport d'une manière plus intensive, l'école, qui est déjà un partenaire important dans le domaine de la santé, détient un rôle primordial dans la prévention des accidents et maladies dans le sport. C'est pourquoi il est indispensable que les sportifs/danseurs fribourgeois soient examinés lors de leur entrée dans le centre de formation puis bénéficient d'un suivi régulier durant leur parcours de formation. Un contrôle médical est donc obligatoire pour tout élève-athlète et élève-artiste (danseuse/danseur) désirant entrer dans le programme SAF (cf. l'article 13 al. 2 let. f RSport). Ce contrôle doit être attesté par un(e) médecin autorisé(e) de pratique en Suisse, en cabinet privé ou en institution, choisi par l'élève et ses parents. Le but de l'examen médical est de diminuer au maximum le risque de complications médicales, notamment la mort subite, causée possiblement par l'effort physique sportif. C'est pourquoi il est conseillé d'effectuer une anamnèse, un examen médical clinique, un électrocardiogramme au repos et un examen de laboratoire «standard».

Maintien

Avant le 15 février de chaque année scolaire et pour pouvoir poursuivre la filière de formation SAF, le sportif/artiste de talent doit remplir la demande de renouvellement et attester qu'il remplit toujours les critères exigés (article 14 al. 2 RSport).

En cours d'année, tout changement de statut doit être signalé par les responsables des centres de formation et par l'athlète à la direction d'école concernée et au Service du sport. La direction évalue la situation et prend les mesures nécessaires.

Le sportif/artiste de talent est lié par un contrat «type» signé par lui-même, ses parents ou son représentant légal, le responsable du centre de formation ou l'entraîneur principal et la direction de l'école (article 15 al. 2 RSport).

Après avertissement, les mesures peuvent être supprimées temporairement par la direction d'école sans préavis de la commission cantonale SAF en cas de non respect du contrat par les signataires. En cas de faute grave, une suppression immédiate des mesures peut être décidée par la direction d'école. L'élève et ses parents sont entendus préalablement.

Une suppression définitive des mesures ne pourra être décidée par la direction qu'après discussion avec tous les partenaires.

Pour chaque modification de statut de l'élève, la direction d'école informe tous les partenaires (Service du sport, centre de formation, parents, élève).

Chaque situation d'élève qui ne peut ou ne veut plus suivre le programme SAF (blessure, arrêt de la compétition, contrat rompu, etc.) doit faire l'objet d'une évaluation particulière par l'inspecteur (secondaire I) ou la conférence des recteurs (S2) ou directeurs (SFP), sur préavis des directions d'école, pour déterminer si l'élève réintègre son école d'origine ou s'il peut continuer à suivre les cours dans son école d'accueil.

4.3. L'estimation du nombre de jeunes concernés et leur répartition géographique

L'analyse du groupe de travail s'est également portée sur le nombre de sportifs/artistes de talent. Après étude de la situation du projet-pilote (2011–2012), on peut constater le nombre important d'élèves considérés comme tel:

- > 256 élèves en provenance de sport d'équipe
- > 145 élèves en provenance de sport individuel
- > 21 élèves des classes préprofessionnelles de danse et de musique

Le total dépasse donc largement 400 sportifs/artistes de talent dans le canton de Fribourg.

Lors de la rentrée scolaire 2011/12, les directions d'école ont eu de grandes difficultés à aménager les horaires de ces élèves. De plus, d'un point de vue statistique, il paraît peu probable que le canton de Fribourg possède un tel potentiel de talents de haut niveau (5449 talents régionaux et nationaux pour toute la Suisse selon Swiss Olympic pour 2011).

Le groupe de travail était déjà d'avis de restreindre ce nombre à l'avenir, voire de limiter le nombre de places de sportifs/artistes de talent pouvant bénéficier du concept SAF.

4.4. Critères de centralisation/décentralisation d'une telle filière sur le territoire cantonal

La pratique jusqu'à aujourd'hui a démontré que les sportifs/artistes éloignés des centres d'entraînement/cours ne parviennent pas à concilier sports/arts et formation et tendent à abandonner leur pratique sportive/artistique.

Par centralisation, on entend la scolarisation des élèves dans les établissements permettant un **accès rapide** aux centres de formation ou lieu d'entraînement. Réduction des déplacements sur le temps scolaire, du stress et de la fatigue, utilisation plus rationnelle du temps, conditions plus favorables

pour concilier sport/art et formation ainsi qu'une organisation facilitée pour les écoles constituent des avantages non négligeables.

4.5. Modalités de changements de cercle scolaire ou d'établissement du S2

Les changements de cercle concernent en principe les sportifs/artistes de talent ayant des contraintes horaires (déplacement en lien avec le lieu d'entraînement) qui ne peuvent s'adapter avec l'école d'origine.

- a) Autorité de décision, à **l'interne du canton**:
 - Pour la scolarité obligatoire: l'inspecteur scolaire, sur préavis du SSpo ou du Conservatoire et des autorités scolaires des cercles concernés, selon les critères établis par la commission cantonale SAF.
 - Pour les établissements du S2: les conférences des responsables d'établissements, sur préavis du SSpo ou du Conservatoire, selon des critères établis par la commission cantonale SAF
- b) Autorité de décision, prise en charge de l'écologie en cas de scolarisation **hors canton**: la DICS, sur préavis du SSpo ou du Conservatoire (cf. l'article 18 RSport), selon les conditions fixées par le RSport (article 16) et les critères établis par la commission cantonale SAF
- c) Transport et famille d'accueil: les parents sont responsables de l'organisation et de la prise en charge des frais du transport et de la recherche (si nécessaire) d'une famille d'accueil pour leurs enfants. Les associations/fédérations peuvent y contribuer.
- d) Critères: La commission cantonale SAF établira des critères donnant accès à la filière SAF selon les places à disposition. Cette reconnaissance est nécessaire pour l'octroi du changement de cercle scolaire. Les autres critères sont: l'impossibilité d'exercer son sport/art à proximité, les préavis des autorités scolaires des cercles concernés.
- e) Maintien: pour tout changement de cercle en cours d'année:
 - Pour la scolarité obligatoire: l'Inspectorat
 - Pour le S2: la CORECOFR (DICS), CD-CFP (DEE), IAG (DIAF)

4.6. Les modalités de financement (scolarisation, transport, etc.)

Avec la mise en place officielle de ce programme SAF, on peut s'attendre à une augmentation des élèves provenant d'autres cantons et cela peut engendrer certains problèmes.

Tout d'abord, le nombre de places peut être limité autant pour les Fribourgeoises et Fribourgeois que pour les candidats

hors canton ou les étrangers. Les changements d'écoles ont un coût dont la répartition devrait idéalement être régie par des conventions intercommunales et intercantionales.

Tous ces mouvements et procédures devront être absorbés par une augmentation des ressources allouées à ce programme, non seulement dans les établissements scolaires (mise en place, gestion, appuis), mais aussi au SSpo (coordination, préavis, réseau).

Les frais engendrés par les autorisations de scolarisation hors canton à charge de l'Etat de Fribourg ont été calculés sur la base des conventions actuelles (RSA et CIIP) qui situent la moyenne à 15 000 francs par élèves. L'estimation de la baisse du nombre d'élèves scolarisés hors canton a été faite sur la base de l'article 4 let. a de la convention intercantionale du 20 mai 2005 réglant la fréquentation d'une école située dans un canton autre que celui de domicile.

Au niveau du canton, dans le cadre du programme SAF, un changement de cercle scolaire peut être autorisé par l'inspectrice ou l'inspecteur scolaire lorsque celui-ci est commandé par l'intérêt de l'élève selon les modalités de financement définies dans la Loi scolaire (cf. les articles 9 ss LS). Le coût d'un tel changement pour la commune de domicile est actuellement d'environ 4000 à 7000 francs, tous degrés confondus. La demande de changement doit être faite par les parents et ceux-ci devront assumer les frais de transports du domicile à l'école d'accueil ainsi que des repas.

L'application du programme SAF offre des prestations similaires à celles des autres cantons notamment dans les disciplines dont les fédérations ont créé un centre de formation pour la relève. La mise en œuvre de ce programme favorisera certainement l'arrivée d'élèves d'autres cantons. Les entrées financières en résultant doivent également être prises en considération dans les conséquences budgétaires et compléter ainsi les montants prélevés sur le Fonds cantonal du sport.

4.7. Critères fixés pour centres de formation sportifs ou artistiques encadrant les jeunes

A l'heure actuelle, six centres de formation ont déjà été reconnus par la Commission Cantonale du Sport et de l'Education Physique (CCSEP). Il s'agit du Team AFF Fribourg, le MJ FR-Gottéron, l'Académie du Fribourg Olympic, le Centre de formation d'Elfic Fribourg, la Swiss Volley Talent School Fribourg, le Centre de Gymnastique de la Fédération Fribourgeoise et l'ACLA Lutte. Ces centres de formation doivent renouveler annuellement leur reconnaissance par un entretien avec le coordinateur SAF et la signature de la convention.

Reconnaissance d'un nouveau centre de formation

Les demandes d'intégration d'un nouveau centre de formation sont à déposer avant fin novembre au Service du sport. Les critères de reconnaissance, disponibles auprès du Service, sont notamment:

- a) Etre proposé par l'association ou fédération cantonales et être membre de l'AFS. Un seul centre peut être présenté par association ou discipline sportive.
- b) Garantir que l'offre du centre cantonal est ouverte à tous les athlètes membres de clubs faisant partie de l'association ou fédération cantonale.
- c) Réunir à travers des sélections des athlètes de talent avec talent card SOA (régionale ou nationale).
- d) Fournir au Service du sport tous les documents demandés lors de l'exploitation du centre, dont notamment la convention annuelle signée.
- e) Prendre en charge et financer la formation sportive ou artistique des jeunes.
- f) Désigner un responsable chargé des liens avec le SSpo/ le Conservatoire et les responsables de l'encadrement dans les écoles.
- g) Mettre à disposition des entraîneurs qualifiés, des personnes-ressources et des structures d'entraînement et d'encadrement adéquates adaptées aux horaires scolaires du jeune. Au moins un entraîneur attitré, reconnu au minimum en promotion des espoirs 2, doit être responsable du centre.
- h) Collaborer avec les partenaires afin de définir les modalités d'entraînements/de cours qui permettent aux jeunes de satisfaire aux exigences scolaires.
- i) Promouvoir la santé et l'ouverture sur d'autres domaines que le sport/art pratiqué.
- j) Mettre en place l'obligation d'une visite médicale lors de l'entrée du jeune sportif (y compris les danseurs) dans le centre de formation, puis installer un suivi régulier.
- k) Garantir que les entraînements qui ont lieu sur le temps scolaire doivent avoir un fondement sportif et sont en rapport avec la charge d'entraînement du jeune. Ils ne doivent pas remplacer l'entraînement «du soir».

4.8. Estimation des conséquences budgétaires

La mise sur pied d'un tel programme a bien évidemment des conséquences financières. En voici l'inventaire:

- a) Soutien scolaire aux sportifs et artistes: 500 à 600 heures de soutien par année pour un montant d'environ 30 000 francs.
- b) Ressources humaines pour le SSpo: les travaux du service pour la coordination, le traitement des dossiers, la gestion des données et le suivi des jeunes a nécessité l'octroi d'un mi-temps de collaborateur pédagogique inscrit au budget 2013.

- c) Ressources humaines pour les établissements scolaires: le suivi des élèves dans les établissements a été confié en règle générale aux adjoints de direction qui ont bénéficié, selon une clé de répartition prenant en compte le nombre d'élèves SAF, d'une augmentation de leurs décharges d'env. 25 à 30 unités (1 unité pour 5 élèves) au total.
- d) Ecolage hors canton: grâce à ce programme SAF, il est prévu que le nombre d'élèves hors canton diminue, ce qui permettra une diminution des dépenses. Nombre des dernières années: (2010/11: 48 / 2012/13: 44) (écolage moyen par élève: 15 000 fr.) Nombre prévu à moyen terme: 25 donc un montant d'environ 375 000 francs par an.
- e) Cours particuliers (nutrition, dopage, santé, ...): mise en place et prise en charge par les centres de formation.
- f) Transport du domicile à l'établissement d'accueil: l'éventuel coût supplémentaire engendré par le déplacement vers une école d'accueil est pris en charge totalement par les parents.
- g) Mise en place d'une plate-forme e-learning afin de permettre aux jeunes talents de compléter eux-mêmes la matière manquée lors d'aménagement ou de congés spéciaux. Le montant n'a pas encore été évalué, car le groupe de travail n'est pas allé dans les détails de cette proposition.

Force est de constater que l'ensemble de ce programme a des conséquences financières mais qu'il faut mettre en relation avec les coûts liés à la création d'une école dédiée au sportives, sportifs et artistes de talent. Au total, il faut quelque 800 000 francs par an pour rendre possible les mesures proposées. L'important effort fournit par les centres de formation et associations sportives cantonales pour améliorer les structures sportives de performances, devrait considérablement freiner l'exode de nos jeunes talents. Nous pouvons ainsi même envisager d'ici 2 ou 3 ans, selon l'estimation du groupe de travail et la mise en place des mesures provisoires, une stabilisation des coûts vers les 650 000 francs par année.

Le nombre de demandes et par conséquent les coûts vont certainement fluctuer d'une année à l'autre. C'est pourquoi il est important d'alimenter de manière suffisante le fonds cantonal du sport qui assurera la pérennité du programme ainsi que son évolution qualitative. Cela favorisera donc un développement positif du programme tout en stabilisant les coûts (cf. tableau ci-dessus).

5. Conclusion

Le Conseil d'Etat tient à relever les efforts entrepris à ce jour pour un grand nombre de jeunes qui profitent d'un soutien ciblé et individualisé. Il insiste sur l'importance d'une formation scolaire complète afin de pallier, le cas échéant, les risques inévitables liés au statut de sportif ou artiste de talent. Préparer au mieux l'avenir de ces jeunes en leur donnant la certitude d'avoir acquis de vraies connaissances et compétences représente un objectif primordial. Seule une conduite rigoureuse de l'école, impliquant un véritable programme, est de nature à contrôler un phénomène en nette progression.

Les mesures destinées à faciliter la poursuite conjointe de la scolarisation et de l'entraînement du sport de haut niveau ou d'un art permettent de garantir aux jeunes un avenir professionnel durable en les aidant à mener de front ces deux activités. Toutefois, au vu du nombre très élevé de jeunes bénéficiant de ces mesures, il est devenu nécessaire de mieux cibler encore les jeunes qui peuvent intégrer le programme élaboré. Ainsi, pour cette rentrée 2013, le nombre de demandes a déjà diminué de 12% ce qui a eu également un effet sur le nombre de jeunes bénéficiant de mesures (470 en 2012 et 422 en 2013).

Le Conseil d'Etat constate que le cadre du programme proposé est conforme au cadre légal et il estime ainsi avoir donné suite au postulat du député Eric Collomb lui demandant un rapport «exposant un catalogue de mesures qui permettront de résoudre la difficile équation de la pratique d'une activité sportive ou artistique de haut niveau avec l'accomplissement

Mise en place du concept SAF

Année scolaire	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16
Ecolages hors canton	660 000 fr. 44 élèves	450 000 fr. Estimation 30 élèves	420 000 fr. Estimation 28 élèves	375 000 fr. Estimation 25 élèves
Ressources humaines Etablissements scolaires	135 000 fr. 30 à 35 heures/sem. de décharges	142 000 fr. 35 à 40 heures/sem. de décharges	150 000 fr. 40 heures/sem. de décharges	150 000 fr. 40 heures/sem. de décharges
Ressources humaines SSpo Coordinateur SAF cantonal	63 000 fr. 50%	75 600 fr. 60%	75 600 fr. 60%	75 600 fr. 60%
Cours d'appui et e-learning	30 000 fr.	30 000 fr.	30 000 fr.	30 000 fr.
Total	888 000 fr.	697 600 fr.	675 600 fr.	630 600 fr.

de la scolarité sans diminution des exigences de formation, et ceci tant au niveau du secondaire I que du secondaire II».

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.



Bericht 2013-DICS-20

1. Oktober 2013

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2029.08 Eric Collomb – Schaffung von SKA-Strukturen (Sport-Kunst-Ausbildung) im Kanton Freiburg

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Bericht zum Postulat von Grossrat Eric Collomb betreffend die Schaffung von SKA-Strukturen (Sport-Kunst-Ausbildung) im Kanton Freiburg.

Der Bericht umfasst folgende Kapitel:

1. Situation	11
2. Bericht und Vorschläge der Arbeitsgruppe	12
3. Neue gesetzliche Grundlagen	13
4. Aus der Pilotphase und dem Bericht der Arbeitsgruppe hervorgehende Grundsätze	13
5. Schlussbemerkungen	20

1. Situation

1.1. Präsentation des Postulats

Mit einem am 21. April 2008 eingereichten und begründeten Postulat beantragt Grossrat Eric Collomb dem Staatsrat, einen Katalog von Massnahmen zu erarbeiten, die es talentierten Kindern und Jugendlichen auf der Sekundarstufe I wie auch auf der Sekundarstufe II ermöglichen sollen, Kunst, Musik und Sport auf hohem Niveau und schulische Ausbildung miteinander zu vereinbaren, ohne dass bei den Ausbildungsanforderungen Abstriche gemacht werden.

In seinen Erläuterungen stellt der Postulant fest, unser Kanton biete keine geeigneten Schulstrukturen für Schülerinnen und Schüler, die als Sporttalente gelten oder musisch-künstlerisch begabt sind. Er empfiehlt daher, dass Freiburg sich ein Beispiel an anderen Westschweizer Kantonen nehme: Wallis integriert solche talentierte Jugendliche in bestehende Klassen der Orientierungsschulen, Waadt verfügt seit 20 Jahren über eine ganze Palette von Massnahmen für ausgewiesene Talente in den Bereichen Sport, Kunst und Musik. Der Postulant weist darauf hin, die vereinzelt Massnahmen in unserem Kanton würden nicht ohne Weiteres gewährt und seien zudem ungenügend.

1.2. Bericht des Staatsrats

In seiner Antwort vom 22. Dezember 2009 hält der Staatsrat die gegenwärtige Situation für weniger besorgniserregend als der Postulant. Bei einem Vergleich mit anderen Kantonen seien nämlich auch die demografischen Unterschiede zu berücksichtigen: Ein flächendeckendes Angebot für die «Sport-Kunst-Ausbildung» setze ein genügend grosses schulisches Einzugsgebiet voraus, damit Sonderklassen eröffnet werden könnten, die den spezifischen Bedürfnissen von jungen Sportlerinnen und Sportlern sowie jungen Kunstschaufenden Rechnung tragen.

Der Staatsrat verweist demgegenüber auf die bisher unternommenen Bemühungen, so die verschiedenen Projekte im Bereich «Spitzensport und Schule» sowie die Tätigkeiten der Arbeitsgruppe «Sport-Kunst-Ausbildung». Zudem komme eine Vielzahl von Jugendlichen in den Genuss gezielter individueller Unterstützungsmassnahmen. Der Staatsrat führt weiter aus, die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) habe das Amt für Sport (SpA) bereits vor 6 Jahren damit betraut, individuelle Lösungen für junge Sportlerinnen und Sportler zu entwickeln, damit diese ihre schulischen Verpflichtungen und den Spitzensport bestmöglich miteinander vereinbaren können. Die häufigsten Massnahmen, damit etwa 300 Schülerinnen und Schüler sowie Studierende nebst der schulischen Ausbildung auch ihre Sportkarriere vorantreiben können, sind zurzeit die Verringerung und Anpassung der Unterrichtslektionen, Stützunterricht und die

Übernahme des Schulgeldes für den ausserkantonalen Schulbesuch. Damit jeweils die bestmögliche individuelle Lösung gefunden werden kann, wurde ein informelles Zusammenarbeitsmodell entwickelt. Daran beteiligt sind das SpA als Koordinationsstelle, die Ämter für obligatorischen Unterricht, die Sportverbände und Sportklubs, die Schulleitungen sowie das Konservatorium und die Elternorganisationen.

Die bisher bestehenden gesetzlichen Bestimmungen erlauben es bereits, einer Vielzahl von Nachwuchssportlerinnen und Nachwuchssportlern und ihren Eltern sowie Vereinen und Sportverbänden individuelle Lösungen anzubieten, welche die Vereinbarkeit von Sport/Kunst auf hohem Niveau und Ausbildung ermöglichen. Dennoch scheint es dem Staatsrat sinnvoll, abzuklären, ob in unserem Kanton SKA-Strukturen (Sport-Kunst-Ausbildung) eingerichtet werden sollen. Die EKSD setzte daher gemeinsam mit der Volkswirtschaftsdirektion (VWD) eine Arbeitsgruppe ein, deren Aufgaben in Punkt 2 hiernach aufgeführt sind, und der Staatsrat empfahl das Postulat zur Annahme.

1.3. Parlamentsdebatte

Am 3. Februar 2010 beschloss der Grosse Rat die Erheblicherklärung des Postulats. In der Debatte betonte die Vertreterin des Staatsrats, dass es sehr wichtig sei, eine solide Zusammenarbeit zwischen der Schule und den betreffenden Sportklubs und Verbänden oder Kunstschohlen aufzubauen, weil die Schule zwar den schulischen Teil übernehmen könne, für die sportliche oder künstlerische Tätigkeit für Hochtalentente jedoch die anderen Partner verantwortlich seien. Sie verwies auf die laufenden Arbeiten und schlug vor, den Grossen Rat über die Umsetzung der von der Arbeitsgruppe ausgearbeiteten Vorschläge zu informieren.

In der Abstimmung wurde das Postulat mit 79 gegen eine Stimme und 6 Enthaltungen für erheblich erklärt.

2. Bericht und Vorschläge der Arbeitsgruppe

2.1. Mandat

2009 setzte die EKSD in Zusammenarbeit mit der VWD eine kantonale Arbeitsgruppe ein, um die Modalitäten der Schaffung von SKA-Strukturen (Sport-Kunst-Ausbildung) für die Sekundarstufen I und II zu untersuchen.

Gestützt auf die damals bestehenden Angebote, die laufenden Pilotprojekte und die Erfahrungen aus anderen Kantonen – vor allem solchen, die bereits entsprechende SKA-Strukturen eingeführt haben – sollte die Arbeitsgruppe ein Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» entwerfen, das Folgendes umfassen sollte:

- a) Liste der in Frage kommenden Sportarten und musisch-künstlerischen Betätigungen;

- b) Voraussetzungen für die Aufnahme und den Verbleib der Schüler/-innen in einer solchen Einrichtung;
- c) Modalitäten für individuelle und kollektive schulische Massnahmen;
- d) Anforderungen, welche die sportlichen oder künstlerischen Ausbildungszentren, die die Jugendlichen aufnehmen, erfüllen müssen;
- e) Schätzung der Anzahl Jugendlicher, die von dieser Regelung betroffen sind, und ihre geografische Verteilung;
- f) Überlegungen, ob ein solcher Bildungsgang auf dem Gebiet des Kantons zentral oder dezentral angeboten werden soll;
- g) Bezeichnung der Abteilungen in der OS respektive der Schwerpunktfächer auf der Sekundarstufe II;
- h) Unterstützungsmassnahmen (Anspruch auf Massnahmen, Modalitäten);
- i) Übertrittsbedingungen von der Sekundarstufe I zu den SKA-Strukturen der Sekundarstufe II;
- j) Bildungsabschlüsse;
- k) Möglichkeiten eines Schulkreiswechsels (Verfügungsbeförde, Schülertransport, Kriterien);
- l) Modalitäten für die Beurteilung der schulischen Leistung;
- m) Finanzierung (Schulgeld, Schülertransport usw.) und finanzielle Auswirkungen (Auswirkungen auf das Budget);
- n) die für diese Fragen zuständigen Verfügungsbehörden und die Rechtsmittel (Beispiel: Regelung im Fall eines schulischen Misserfolgs der Schüler/-innen, die für die sportliche oder künstlerische Betätigung teilweise vom Unterricht befreit worden sind);
- o) jeweilige Verpflichtungen der Schülerin oder des Schülers, der Eltern, der Sportklubs oder Vereine, der Arbeitgeber und der Schulbehörden.
- p) Vorgehen

Die Arbeitsgruppe bestand aus Vertreterinnen und Vertretern der Ämter für obligatorischen Unterricht der EKSD und der Schulen, der VWD, der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD), des Freiburgischen Verbands für Sport (FVS), der kantonalen Sportkommission und einer Vertreterin/einem Vertreter der Arbeitgeber. Sie legte ihren Schlussbericht im September 2010 vor. Ihre Vorschläge berücksichtigen die bisherigen Erfahrungen im Kanton und die Erfahrungen anderer Kantone, namentlich Waadt, Jura, Luzern, Wallis und Genf.

Nach verschiedenen Präsentationen bestehender kantonalen Konzepte und gestützt auf Informationen aus anderen Kantonen behandelte die Arbeitsgruppe die folgenden Themen:

- > Schulische Ziele der Freiburger Nachwuchstalente in den Bereichen Sport und Kunst;
- > Zentralisierung in Aufnahmeschohlen; Standortbestimmung;

- > Sportklassen gegenüber normalen Klassen;
- > Entlastungsmassnahmen für die Schulen;
- > Arbeitsbelastung für das SpA (siehe Buchstabe m des Mandats);
- > Medizinische Kontrolle in den Bereichen Sport und Tanz;
- > Standardvereinbarung für Sport- und Kunsttalente und Anmerkungen im Zeugnis;
- > Kantonale Steuerungsgruppe SKA oder kantonale SKA-Kommission;
- > Übergang von der Sekundarstufe I zur Sekundarstufe II.

2.2. Vorschläge der Arbeitsgruppe

Nach eingehenden Überlegungen und regem Meinungsaustausch machte die Arbeitsgruppe Vorschläge zu den verschiedenen Punkten des Mandats. Um die Einrichtung eines Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung (hiernach SKA) für den Kanton Freiburg voranzubringen, arbeitete ein SKA-Ausschuss gestützt auf die Vorschläge der Arbeitsgruppe ein vollständiges Programm aus. Danach konnte die Pilotphase beginnen.

3. Neue gesetzliche Grundlagen

3.1. Gesetzgebung über den Sport

Parallel zur Lancierung der Versuchsphase zum SKA-Förderprogramm auf Beginn des Schuljahres 2010/11 verabschiedete der Grosse Rat am 16. Juni 2010 das neue Gesetz über den Sport (SportG, SGF 460.1), ein Rahmengesetz, in dem die Ziele und Grenzen des staatlichen Handelns im Bereich des Sports festgelegt sind.

In Artikel 7 Absatz 1 dieses Gesetzes ist der Grundsatz verankert, wonach der Staat *den leistungsorientierten Nachwuchssport unterstützt, vorrangig mit den in der Schulgesetzgebung vorgesehenen Massnahmen*. Absatz 2 schafft zudem die gesetzliche Grundlage, damit der Kanton *Beiträge an die Schulgelder für den ausserkantonalen Schulbesuch von jungen Nachwuchssportlerinnen und Nachwuchssportlern leisten kann, wenn diese einem regionalen oder nationalen Kader oder einer Elitemannschaft in der Schweiz angehören und ihren Wohnsitz seit mindestens zwei Jahren im Kanton haben*.

Im Reglement über den Sport (SportR, SGF 460.11), das der Staatsrat am 20. Dezember 2011 erlassen hat, werden die Massnahmen zur Förderung des Leistungssports umgesetzt. So wird in diesem Reglement formell das Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) eingeführt. Zudem sind darin die Kriterien und das Verfahren für die Zulassung zum Förderprogramm sowie die Voraussetzungen für die Übernahme der Schulkosten von jungen Nachwuchssportlerinnen oder Nachwuchssportlern, die eine spezialisierte Sport-

schule ausserhalb des Kantons besuchen möchten, festgelegt (Artikel 12 bis 18 SportR).

3.2. Schulgesetzgebung

Im Rahmen der Revision des Schulgesetzes, dessen Entwurf derzeit von einer parlamentarischen Kommission des Grossen Rates beraten wird, sind die SKA-Massnahmen thematisch in den Bestimmungen über die Unterstützungsmassnahmen (s. Artikel 35 VE-SchG), die eine besondere Organisation des Unterrichts für Schülerinnen und Schüler mit spezifischen schulischen Bedürfnissen erlauben, sowie über den Schulkreiswechsel (Artikel 14 VE-SchG) enthalten. Die konkreten Massnahmen und schulischen Unterstützungsangebote (s. unten Ziffer 4.1.2 Bst. d) für Nachwuchstalente in den Bereichen Sport und Kunst sollen im Ausführungsreglement, auf Basis der Grundsätze und Vorschläge des vorliegenden Berichts weiter konkretisiert werden.

4. Aus der Pilotphase und dem Bericht der Arbeitsgruppe hervorgehende Grundsätze

4.1. Allgemeine Grundsätze

4.1.1. Gleiche Studienbedingungen

Die Freiburger Nachwuchstalente sollen in den Genuss der gleichen Studienbedingungen wie die anderen Schülerinnen und Schüler kommen und zudem ihre Schulausbildung bestmöglich mit der Ausübung ihrer Sportart oder Kunst vereinbaren können. Die Schulen bieten den talentierten Kindern und Jugendlichen somit eine qualitativ hochstehende Ausbildung, die im Einklang mit dem Lehrplan des von ihnen gewählten Bildungsgangs steht und das gleiche Niveau wie die Ausbildung aller übrigen Schülerinnen und Schüler aufweist. Ihre Angebote sind abteilungs- und stufenspezifisch und berücksichtigen das Niveau der Schülerinnen und Schüler.

Gerade um gleiche Studienbedingungen zu gewährleisten und Ausgrenzungen zu vermeiden, wurde die Schaffung einer Sportschule oder von Spezialklassen nicht weiter in Betracht gezogen. Dagegen wurde eine Zusammenführung der sportlich oder musisch-künstlerisch talentierten Schülerinnen und Schüler in Aufnahmeschulen (Standortkriterium) im Hinblick auf eine Optimierung ihres Zeitmanagements für gut befunden. Die Nähe zum Trainingsort erspart den Schülerinnen und Schülern nämlich Wegstrecken und sie können sich die so gewonnene Zeit für Erholung oder Schularbeit nutzen. Es gibt daher zwei Arten von Nachwuchstalenten: solche, die in die Nähe der Ausbildungszentren zu versetzen sind, und solche, die in ihrer ursprünglichen Schule bleiben können. Nachwuchstalente, die aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einem Ausbildungszentrum versetzt werden müssen, werden den Aufnahmeschulen zugeführt. Solche Versetzun-

gen erfolgen unter Berücksichtigung der Verfügbarkeit und Aufnahmekapazität der Schulen, die Gegenstand von Vereinbarungen unter den Schulleitungen bilden.

Die Vor- und Nachteile einer Konzentration der Nachwuchstalente in gleichen Klassen sind in der folgenden Tabelle zusammengefasst:

	Sportklassen	Normale Klassen
Positiv:	<ul style="list-style-type: none"> • Leistungsorientierte Ausrichtung • Einfache Organisation für die Schule • Einfache Organisation für den Schüler (weniger Stress) • Autonomie in der Schule • Kommunikation Eltern-Ausbildungszentrum-Schule erleichtert 	<ul style="list-style-type: none"> • Soziale Integration • Gleicher Lehrplan für alle → Anerkennung der Diplome, Beurteilungen... • Keine hohen Kosten • Anerkennung des Sport-/Kunsttalents in der normalen Klasse • Statusänderungen haben keine Umteilungen zur Folge
Negativ:	<ul style="list-style-type: none"> • «Ghetto-Effekt» • Ausgrenzung • Hohe Kosten • Schulisches Niveau • Eingeschränkte Studienwahl • Verlängerung der Studiendauer 	<ul style="list-style-type: none"> • Schulische Organisation ist komplizierter (Stundenplan, Stützangebote...) • Nachholen von Unterricht • Erhöhter Personalaufwand • Kommunikation Eltern-Ausbildungszentrum-Schule komplizierter • Schulleitungen müssen Verständnis zeigen

4.1.2. «Pflichtschule», Buchstaben c, g, h, j, und l des Mandats

a) Rahmen

Die Schulen bieten eine qualitativ hochstehende Ausbildung, die dem Ausbildungsniveau aller übrigen Schülerinnen und Schüler entspricht und die Ziele der Lehrpläne einhält. Die Angebote tragen der Abteilung und der Stufe der Nachwuchstalente Rechnung. Die Schulen entwickeln gegebenenfalls Strukturen, die Zeiteinsparungen zugunsten der sportlichen oder künstlerischen Betätigung ermöglichen.

Damit eine optimale, den Kompetenzen und Bedürfnissen der Jugendlichen angepasste Studienwahl möglich ist, sind Spezialklassen nicht wünschenswert. Bestimmte Einschränkungen können aber notwendig sein, um den Dispensanfragen entsprechen zu können; zum Beispiel kann die Auswahl der Wahlfächer oder bestimmter Lehrgänge eingeschränkt werden. Alle sportlich oder musisch-künstlerisch talentierten Schülerinnen und Schüler haben eine Vereinbarung zu unterzeichnen (s. Art. 15 Abs. 2 SportR). Diese wird von der Schulleitung, den Eltern und dem Verantwortlichen des Ausbildungszentrums unterzeichnet und enthält einerseits eine Beschreibung der Massnahmen, von denen die Schülerin oder der Schüler profitiert, und andererseits Vorgaben zur Einstellung und zu Verhaltensweisen, die verlangt wer-

den, um während des ganzen Schuljahres in deren Genuss zu kommen.

b) Schulortbestimmung

Alle OS können sportlich oder musisch-künstlerisch talentierte Schülerinnen und Schüler aufnehmen. Diese besuchen die OS, die ihrem Wohnsitz entspricht. Nachwuchstalente, die aufgrund ihrer Zugehörigkeit zu einem spezifischen Ausbildungszentrum versetzt werden müssen, werden den «Aufnahmeschulen» zugeführt. Solche Versetzungen erfolgen unter Berücksichtigung der Verfügbarkeit und Aufnahmekapazität. Für Schülerinnen und Schüler, die im Raum Grossfreiburg trainieren, sind die «Aufnahmeschulen» zurzeit die OS Pérolles, Jolimont, Belluard und die Deutsche Orientierungsschule Freiburg. Je nachdem, wie sich das Projekt entwickelt, können weitere Standorte dieser Art vorgesehen werden.

Die Verteilung der Nachwuchstalente auf die OS erfolgt nach Kapazität, Bildungsrichtung sowie nach anderen Kriterien, die unter den Schulleitungen vereinbart werden. Die Schulleitungen sorgen dafür, dass die drei Jahre obligatorischer Sekundarschulunterricht im Prinzip in derselben OS absolviert werden können.

Die Suche einer eventuellen Aufnahmefamilie ist Sache der Eltern oder allenfalls der Verbände.

c) System

Die Nachwuchstalente werden in die bestehenden Regelklassen integriert. Sie werden gemäss den ordentlichen Beförderungs- und Übertrittsbestimmungen einer der drei Abteilungen zugeteilt. Abteilungswechsel unterstehen den einschlägigen Richtlinien.

Die Schulen verfügen über einen SAF-Verantwortlichen (Ansprechperson), der für das individuelle Monitoring und die bestmögliche Vereinbarkeit von Schule und Sport/Kunst sorgt. Für diese Tätigkeit ist eine Entlastung von 0,5 Einheiten für 1–5 SKA-Schüler/-innen vorgesehen.

d) Schulische Angebote/Massnahmen

Das Angebot der Schulen für Nachwuchstalente umfasst Anpassungen oder Erleichterungen des Stundenplans, Unterrichtsdispensen, Urlaube, Stützunterricht und pädagogische Betreuung.

Diese Massnahmen dürfen den guten Schulverlauf eines Schülers nicht beeinträchtigen und den Schulbetrieb nicht stören. Die Schulleitungen können bestehende Massnahmen verweigern, wenn die Schule besondere Anlässe organisiert (Themenwoche oder -tage, Klassenausflug usw.).

- > **Anpassung oder Erleichterung des Stundenplans:** Bei der Zuteilung in eine Klasse, in die ein Nachwuchstalente integriert werden soll, wird berücksichtigt, wie viele Lektionen er/sie für die Teilnahme am Training verpassen würde. Bei Bedarf können verpasste Lektionen auch in einer anderen Klasse nachgeholt werden. Die Stundentafel umfasst mindestens 26 wöchentliche Unterrichtseinheiten. In Schulen, in denen mehrere Nachwuchstalente geschult werden, werden die Erleichterungen in übereinstimmenden Zeitfenstern vorgesehen, um dadurch die Schulorganisation zu erleichtern. Zudem wird von den Vereinen und Verbänden verlangt, dass sie ihre Trainingsplanung diesen Zeitfenstern anpasst.
- > **Unterrichtsdispensen:** Auf Vorbescheid des SpA oder des Konservatoriums können Nachwuchstalente für bestimmte Perioden oder für ein ganzes Schuljahr volle oder teilweise Unterrichtsdispensen erhalten, sofern sie die Grundbedingung erfüllen, d.h. mindestens 26 wöchentliche Unterrichtseinheiten besuchen und die Dispensen die hiernach aufgeführten Fächer betreffen. In den Hauptfächern (Sprachen, Mathematik), den Diplomfächern des 3. OS-Jahres (französischsprachig) und den Promotionsfächern (deutschsprachig) können grundsätzlich keine Dispensen gewährt werden. In den allgemeinen Fächern und den künstlerischen und sportlichen Fächern können volle oder Teildispensen gewährt werden, wobei darauf zu achten ist, dass ein Sport- oder Kunsttalente nicht zwei aufeinanderfolgende Jahre vom selben allgemeinen Fach dispensiert wird.
- > **Urlaube:** Für die Teilnahme an speziellen Trainingseinheiten, Wettkämpfen, Konzerten, Wettbewerben oder Prüfungen können den Sport- oder Kunsttalenten zusätzlich zu den Stundenplanerleichterungen punktuell Sonderurlaube gewährt werden, jedoch höchstens 20 Halbtage pro Schuljahr. Je nach Situation können Ausnahmen in Betracht gezogen werden.
- > **Stützunterricht:** Bei erwiesenem Bedarf (schulische Schwierigkeiten, weil aufgrund der Stundenplananpassungen Lektionen verpasst werden) kann für die Nachwuchstalente ein entsprechender Stützunterricht organisiert werden. Der Stützunterricht wird von den Schulen organisiert.
- > **Pädagogische Betreuung:** Die Nachwuchstalente werden in ihrer schulischen Laufbahn vom SAF-Verantwortlichen der Schule begleitet und beraten.

e) Bildungsabschlüsse

Für Nachwuchstalente gelten die gleichen Lernziele wie für die übrigen Schüler/-innen. Grundsätzlich nehmen sie an den Diplomprüfungen zum Abschluss der obligatorischen Schule teil (französischsprachiger Teil).

f) Modalitäten der Beurteilung der schulischen Leistung

Die Nachwuchstalente nehmen grundsätzlich nach den geltenden Richtlinien an allen Leistungsbeurteilungen teil (kantonale Prüfungen und obligatorische Vergleichsprüfungen).

Sind sie von einem Fach voll dispensiert, werden sie darin nicht beurteilt und das Zeugnis weist in diesem Fach keine Bewertung auf. Der SAF-Status der Schülerin oder des Schülers wird aber in einer Anmerkung erklärt.

Sind sie von einem Fach nur teilweise dispensiert, werden sie darin grundsätzlich beurteilt. Besondere Situationen werden von Fall zu Fall behandelt.

4.1.3. «Sekundarstufe II»

> Modalitäten für individuelle und kollektive schulische Massnahmen

Jede Schule der Sekundarstufe II (EKSD, VWD, ILFD) kann Nachwuchstalente aufnehmen. Wenn eine Schülerin oder ein Schüler auf einen näheren Standort zu den Orten der sportlichen oder künstlerischen Betätigung angewiesen ist, ist ein Schulwechsel möglich. Die Rektorenkonferenz der kantonalen Kollegien (CORE-COFR) oder die Freiburger Konferenz der Direktorinnen und Direktoren der Berufsbildungszentren (CD-CFP) kann den Zusammenzug von Schülern, die denselben Sport oder dieselbe Kunst ausüben, beschliessen, um die Umsetzung des Programms zu erleichtern.

Bei den schulischen Massnahmen handelt es sich im Wesentlichen um individuelle Massnahmen nach den Artikeln 4–12 der Richtlinien vom 24. August 1999 über Massnahmen, die es Schülern und Lernenden der Sekundarstufe II ermöglichen sollen, die Ausübung einer Sportart oder Kunst auf hohem Niveau und ihre Schul- oder Berufsausbildung besser miteinander zu vereinbaren. Da der Vorrang beim Studium bleiben muss, entscheidet die Direktion der betreffenden Schule über die Modalitäten der Massnahmen. In der dualen Berufsbildung stellt meist die Berufsbildnerin oder der Berufsbildner die Schülerin oder den Schüler von der betrieblichen Arbeitszeit frei.

Zwischen den Sport- und Kunsttalenten, den Eltern, dem Vertreter des Ausbildungszentrums und der Schule wird eine Vereinbarung abgeschlossen, in dem die Modalitäten des SAF-Status des Sport- oder Kunsttalents festgehalten sind (s. Art. 15 Abs. 2 SportR).

> Schwerpunktächer auf der Sekundarstufe II

Es gibt grundsätzlich keinen Grund, die Wahloptionen der Nachwuchstalente zu beschränken. Um die Umsetzung der Massnahmen zu erleichtern, kann jedoch eine Orientierung hin zur Wahl bestimmter Schwerpunktächer für die Maturität erwogen werden.

> **Stundenplanerleichterungen**

In den Vollzeitschulen wird die Lösung der Sekundarstufe I angewandt. Für das duale Berufsbildungssystem eignet sich diese aber nicht. Für solche Fälle werden die Massnahmen von Fall zu Fall geprüft.

> **Bildungsabschlüsse**

Die Nachwuchstalente erhalten dieselben Abschlüsse wie ihre Mitstudierenden

> **Modalitäten für die Beurteilung der schulischen Leistung**

Für Sport und künstlerische Fächer kann eine Dispens gestützt auf die Artikel 5 und 6 der Richtlinien von 1999 gewährt werden, wobei im Zeugnis oder auf dem Abschluss die Anmerkung «dispensiert» eingetragen wird.

Für die anderen Fächer wird eine Dispens nach Artikel 7 von einer Mindestanzahl benoteter Prüfungen abhängig gemacht.

> **Stützmassnahmen**

Durch den Aufbau einer Internetplattform könnte der Zugang zu den Unterrichtsunterlagen, Hausaufgaben usw. erleichtert werden. Zurzeit wird kein solches System entwickelt; Wird das SKA-Förderprogramm aber umgesetzt, ist ein solches Angebot jedoch unumgänglich.

4.2. Kriterien für die Aufnahme und den Verbleib von Schülern

4.2.1. Die Liste der in Frage kommenden Sportarten, Buchstabe a des Mandats

Im Zeitpunkt der Arbeiten der Arbeitsgruppe gab es noch keine Liste der Sportarten und Künste. Eine solche Liste ist nun aber auf der Internetseite des SpA aufgeschaltet. Für den Bereich des Sports wurde sie nach den Kriterien von Swiss Olympic für die Einteilung der Sportarten ausgearbeitet und wird jährlich aktualisiert. Für die Künste ist das massgebende Kriterium der Besuch des Vorberufsstudiums in Musik oder Tanz am Konservatorium.

4.2.2. Kriterien für die Aufnahme und den Verbleib von Schülern in einer spezifischen Struktur, Buchstabe b des Mandats (s. auch Art. 13 SportR)

Für Schülerinnen und Schüler der Primarstufe kann das SKA-Förderprogramm bei Bedarf gleich zur Anwendung kommen wie für die jene der Sekundarstufen I und II. Dies bleibt aber die Ausnahme und kommt im Prinzip nur beim Kunstturnen, Tanzen und Eiskunstlaufen in Betracht.

Die Anzahl der verfügbaren Plätze im Kanton kann für alle Freiburger Sport- und Kunsttalente, für solche aus anderen Kantonen oder aus dem Ausland beschränkt werden.

Beschränkungskriterien sind die Möglichkeit von Klasseneröffnungen (verfügbares Budget), die Verfügbarkeit der Schulen (Anzahl Klassen, Anzahl Schüler/-innen in den Klassen), die Anzahl der Nachwuchstalente pro Leistungsniveau oder Altersklasse (gemäss Stellungnahme der kantonalen SKA-Kommission) oder die Anzahl der beantragten Schulkreiswechsel.

Um die Zahl der Gesuche zu regulieren, bestand eine erste Massnahme darin, im SKA-Förderprogramm zwei Kategorien von Nachwuchstalenten zu unterscheiden. Bei der ersten handelt es sich um die **SKA-Spitzensportler/-innen**, die in den Genuss von schulischen Massnahmen oder Erleichterungen, pädagogischer Unterstützung, regelmässiger oder punktueller Urlaube oder Unterrichtsdispensen sowie eines besonderen Monitorings kommen. Die zweite Kategorie sind die **Hoffungsträger («Espoirs»)**, die vom Sportunterricht dispensiert werden und punktuell Urlaub erhalten, um an Spezialanlässen teilzunehmen (Trainingscamps oder Meisterschaften).

Im Schuljahr 2012/13 haben sich 518 Schüler/-innen für die Teilnahme am Programm angemeldet; nach Prüfung der Dossiers wurden 260 Schüler/-innen in die Kategorie Espoirs und 226 in die Kategorie SKA-Spitzensportler aufgenommen, darunter 44 für ausserkantonale Schulgelder. Sie sind wie folgt auf die Schulstufen verteilt: 239 auf der Sekundarstufe I und 199 auf der Sekundarstufe II sowie 4 Spitzensportlerinnen und Spitzensportler in anderen Schulen.

Die Schulen organisieren sich so weit es geht, um keine Klassen eröffnen/schliessen zu müssen.

Die Integration der Schülerinnen und Schüler aus anderen Kantonen erfolgt nach den Modalitäten der geltenden, interkantonalen Vereinbarungen (RSA, SGF 416.4, und CIIP, SGF 410.5).

Allerdings darf die Aufnahme von Schülerinnen und Schülern aus anderen Kantonen oder Ländern den Freiburger Sport- und Kunsttalenten nicht zum Nachteil gereichen (indem ihnen etwa der Zugang zum SKA-Förderprogramm verschlossen bliebe).

Aufnahme von Sport- und Kunsttalenten in das SKA-Förderprogramm

Das SpA legt das erreichende sportliche Leistungsniveau für die Aufnahme ins SKA-Förderprogramm auf Antrag der SKA-Kommission spätestens Ende Dezember für das folgende Schuljahr fest (s. Art. 13 Abs. 2 Bst. c SportR).

Die Aufnahmegesuche müssen bis zum 15. Februar vor Beginn des folgenden Schuljahres ausgefüllt und beim SpA eingereicht werden (Art. 14 Abs. 1 SportR). Während dem Schuljahr sind Aufnahmegesuche nur ausnahmsweise zulässig. Jedes Gesuch wird einzeln beurteilt, um zu bestimmen,

ob das Nachwuchstalent in das SKA-Förderprogramm aufgenommen werden kann oder nicht.

Die Liste der disziplinspezifischen Aufnahmebedingungen ist auf der Internetseite des SpA aufgeschaltet (<http://www.fr.ch/sspo/de/pub/index.cfm>). Sie stützt sich auf die Kriterien von Swiss Olympic für die Förderung des Nachwuchssports sowie auf die Zusammenarbeit mit den Kantonen, Verbänden und Vereinen und wird vom SpA jährlich aktualisiert. Für Kunsttalente gilt als Kriterium die Aufnahme ins Vorberufsstudium (Vorberufszertifikat) in Musik oder Tanz am Konservatorium.

Da die Schule, die in der Gesundheitsförderung bereits eine wichtige Funktion einnimmt, den Nachwuchstalente eine intensive Ausübung ihrer Sportart ermöglicht, spielt sie auch eine entscheidende Rolle bei der Unfall- und Krankheitsprävention. Deshalb ist es unumgänglich, dass die Freiburger Sport- und Tanztalente bei ihrer Aufnahme im Ausbildungszentrum medizinisch untersucht werden und sich während ihrer Ausbildung regelmässigen Nachkontrollen unterziehen. Für Sport- und Tanztalente ist eine medizinische Untersuchung daher obligatorisch, um ins SKA-Förderprogramm aufgenommen zu werden (s. Art. 13 Abs. 2 Bst. f SportR). Die Untersuchung muss von einer Ärztin oder einem Arzt mit Zulassung zur Berufsausübung in der Schweiz bescheinigt sein, die oder der in einer Arztpraxis oder in einer Institution tätig und von der Schülerin/dem Schüler und den Eltern ausgewählt worden ist. Ziel der Untersuchung ist es, das Risiko medizinischer Komplikationen weitestgehend zu reduzieren, so etwa die Gefahr eines plötzlichen Todes, der durch die körperliche Anstrengung beim Sport verursacht werden könnte. Es ist daher ratsam, eine Anamnese aufzunehmen und eine körperliche Untersuchung, ein Elektrokardiogramm im Ruhezustand und die üblichen Laboruntersuchungen durchzuführen.

Verbleib

Um im SKA-Förderprogramm bleiben zu können, muss jeweils vor dem 15. Februar ein Erneuerungsgesuch gestellt und nachgewiesen werden, dass die vorgegebenen Kriterien immer noch erfüllt sind (s. Art. 14 Abs. 2 SportR).

Unter dem Jahr müssen die Verantwortlichen der Ausbildungszentren und das Nachwuchstalent der betreffenden Schulleitung und dem SpA allfällige Statusänderungen melden. Die Schulleitung beurteilt die Situation und trifft die notwendigen Massnahmen.

Nachwuchstalente sind an eine «Standard-Vereinbarung» gebunden, die von ihnen selbst, den Eltern oder dem gesetzlichen Vertreter, dem Verantwortlichen des Ausbildungszentrums oder dem Cheftrainer und der Schulleitung unterzeichnet wird (Art. 15 Abs. 2 SportR).

Bei Nichteinhaltung des Vertrages kann die Schulleitung die Massnahmen, nach einer Verwarnung, vorübergehend aufheben, ohne den Vorbescheid der kantonalen SKA-Kommission einzuholen. Bei schwerem Verschulden kann die Schulleitung eine sofortige Einstellung der Massnahmen beschliessen. Die Schülerin/der Schüler und die Eltern werden vorher angehört.

Die Schulleitung kann eine endgültige Einstellung der Massnahmen nur beschliessen, nachdem sie den Fall mit allen Partnern diskutiert hat.

Die Schulleitung informiert alle Partner (SpA, Ausbildungszentrum, Eltern, Schüler/-in) über jede Statusänderung der Schülerin oder des Schülers.

Sämtliche Situationen von Schülerinnen und Schülern, die am SKA-Förderprogramm nicht mehr teilnehmen können oder wollen (Verletzung, Rückzug aus dem Wettkampf, Verstoss gegen die vereinbarten Modalitäten usw.), bilden Gegenstand einer besonderen Beurteilung durch die Inspektorin/den Inspektor (S1) oder die Rektoren- (S2) oder Direktorenkonferenz (BBA). Diese bestimmen nach Stellungnahme der Schulleitungen, ob die Schülerin oder der Schüler in die ursprüngliche Schule zurückkehrt oder in der Aufnahmeschule bleiben kann.

4.3. Schätzung der Anzahl Jugendlicher, die von dieser Regelung betroffen sind, und geografische Verteilung

Bei ihrer Analyse hat die Arbeitsgruppe auch die Anzahl der Nachwuchstalente miteinbezogen. Während des Pilotprojekts (2011/12) war die Zahl der Schüler/-innen, die als Nachwuchstalente in den Bereichen Sport und Kunst anerkannt wurden, relativ hoch:

- > 256 Schüler/-innen aus Mannschaftssportarten
- > 145 Schüler/-innen aus Individualsportarten
- > 21 Schüler/-innen im Vorberufsstudium in Tanz oder Musik

Insgesamt wurden also im Kanton Freiburg weit über 400 Nachwuchstalente gezählt.

Zu Beginn des Schuljahres 2011/12 hatten die Schulleitungen grosse Mühe, die Stundenpläne dieser Schüler einzurichten. Ausserdem ist es statistisch gesehen wenig wahrscheinlich, dass der Kanton Freiburg über ein derartiges Potential an Talenten besitzt (laut Swiss Olympic gab es 2011 in der Schweiz 5449 regionale und nationale Talente).

Die Arbeitsgruppe war bereits der Ansicht, dass diese Zahl künftig zu reduzieren oder aber die Anzahl Plätze im SKA-Förderprogramm zu beschränken sei.

4.4. Überlegungen, ob ein solcher Bildungsgang auf dem Gebiet des Kantons zentral oder dezentral angeboten werden soll

Die bisherige Praxis hat gezeigt, dass es den Schülerinnen und Schülern, die von den Ausbildungszentren zu weit entfernt sind, nicht gelingt, Sport/Kunst und Ausbildung miteinander zu vereinbaren, und sie dazu neigen, ihren Sport oder ihre Kunst aufzugeben.

Unter Zentralisierung versteht man die Versetzung der Nachwuchstalente in Schulen, die einen **raschen Zugang** zu den Ausbildungszentren oder Trainingsorten ermöglichen. Daraus ergibt sich eine ganze Reihe erheblicher Vorteile: Reduktion der Wegstrecken während der Unterrichtszeiten, Reduktion des Stresses und der Müdigkeit, rationellere Zeitnutzung, günstigere Bedingungen, um Sport/Kunst und Ausbildung miteinander zu vereinbaren, erleichterte Organisation für die Schulen.

4.5. Möglichkeiten eines Schulkreiswechsels oder eines Wechsels der Schule der S2

Schulkreiswechsel kommen im Prinzip für Nachwuchstalente in Frage, deren Verbleib in der bisherigen Schule wegen zu grossem Zeitaufwand nicht möglich ist (Wegstrecken zum Trainingsort).

- a) Entscheidbehörde, **innerhalb des Kantons**:
 - Für die obligatorische Schule: die Schulinspektorin/der Schulinspektor, nach Stellungnahme des SpA oder des Konservatoriums sowie nach Rücksprache mit den Schulbehörden der betroffenen Schulkreise, gestützt auf Kriterien, die von der kantonalen SKA-Kommission aufgestellt werden.
 - Für die Schulen der S2: die Konferenz der Schulleitungen, auf Stellungnahme des SpA oder des Konservatoriums, gestützt auf Kriterien, die von der kantonalen SKA-Kommission aufgestellt werden.
- b) Entscheidbehörde, Übernahme des Schulgelds bei **ausserkantonalem** Schulbesuch: die EKSD auf Antrag des SpA oder des Konservatoriums, gestützt auf die Kriterien, die vom SportR (Art. 16) und von der kantonalen SKA-Kommission vorgegeben werden.
- c) Transport und Aufnahmefamilie: Die Eltern sind für die Organisation und die Kosten des Transports verantwortlich. Ist eine Aufnahmefamilie erforderlich, sind die Eltern dafür zuständig, eine solche zu suchen, allenfalls unter Mithilfe der Vereine/Verbände;
- d) Kriterien: Die kantonale SKA-Kommission stellt die Kriterien auf, die nach Massgabe der verfügbaren Plätze die Zulassung zum SKA-Förderprogramm ermöglichen. Die Aufnahme ins SKA-Förderprogramm ist für die Bewilligung eines Schulkreiswechsels notwendig. Die anderen

Kriterien sind: Unmöglichkeit, die Sportart/Kunst in der Nähe der bisherigen Schule auszuüben, die Stellungnahmen der Schulbehörden der betroffenen Schulkreise.

- e) Verbleib: für Schulkreiswechsel unter dem Jahr:
 - für die obligatorische Schule: das Inspektorat;
 - für die Schulen der S2: CORECOFR (EKSD), CD-CFP (VWD), Landwirtschaftliches Institut Grange-neuve (ILFD).

4.6. Finanzierung (Schulgeld, Transport usw.)

Nach der definitiven Einführung des SKA-Förderprogramms ist mit einer Zunahme von Schülerinnen und Schülern aus anderen Kantonen zu rechnen. Eine solche Zunahme kann gewisse Probleme mit sich bringen.

Vorerst sei vermerkt, dass die Anzahl Plätze sowohl für die Freiburger Nachwuchstalente als auch für die Kandidaten aus anderen Kantonen oder aus dem Ausland beschränkt werden können. Die Kostenverteilung der Schulgelder infolge Schulkreis- respektive Kantonswechsel sollten idealerweise mittels interkommunalen und interkantonalen Vereinbarungen geregelt werden.

Dennoch müssen diese Bewegungen und Verfahren durch eine Erhöhung der Mittel gedeckt werden, die diesem Programm in den Schulen (Einrichtung, Verwaltung, Stützen) wie auch im SpA (Koordination, Vorbescheid, Vernetzung) zur Verfügung gestellt werden.

Die Kosten zulasten des Staates Freiburg im Zusammenhang mit der Bewilligung ausserkantonalen Schulbesuche wurden auf der Grundlage der geltenden Vereinbarungen (RSA und CIIP) berechnet, welche sich im Durchschnitt auf 15 000 Franken pro Schüler/-in belaufen. Die Schätzung der Abnahme der ausserkantonalen Schulbesuche erfolgte gestützt auf Art. 4 Bst. a der interkantonalen Vereinbarung vom 20. Mai 2005 über den Schulbesuch ausserhalb des Wohnsitzkantons.

Auf Kantonsebene kann die Schulinspektorin/der Schulinspektor im Rahmen des SKA-Förderprogramms einen Schulkreiswechsel bewilligen, wenn ein solcher im Interesse der Schülerin oder des Schülers geboten ist. Die Finanzierungsmodalitäten ergeben sich aus dem Schulgesetz (s. Art. 9 ff SchG). Die Kosten eines solchen Wechsels belaufen sich für die Wohnsitzgemeinde zurzeit auf etwa 4000 bis 7000 Franken, unabhängig von der Schulstufe. Das Gesuch muss von den Eltern gestellt werden und diese müssen für die Kosten der Transporte zwischen Wohnsitz und Aufnahmeschule und für die Verpflegungskosten aufkommen.

Die Leistungen des SKA-Förderprogramms sind mit denen der anderen Kantone vergleichbar, insbesondere in den Disziplinen, in denen die Verbände Ausbildungszentren für den Nachwuchs geschaffen haben. Das Programm wird

mit Sicherheit Schülerinnen und Schüler aus anderen Kantonen anziehen. Die entsprechenden Einnahmen sind in der Berechnung der finanziellen Auswirkungen mit einzu-beziehen und ergänzen die aus dem kantonalen Sportfonds geschöpften Gelder.

4.7. Kriterien für sportliche oder künstlerische Ausbildungszentren für Jugendliche

Bis heute wurden bereits sechs Ausbildungszentren von der kantonalen Sportkommission anerkannt. Es handelt sich um das Team AFF Fribourg, MJ FR-Gottéron, die Akademie von Fribourg Olympic, das Ausbildungszentrum von Elfic Fribourg, die Swiss Volley Talent School Fribourg, das Centre de Gymnastique des Freiburgerischen Turnverbands und die ACLA (Schwingen). Diese Ausbildungszentren müssen ihre Anerkennung jährlich im Rahmen einer Besprechung mit dem SKA-Koordinator und mittels der Unterzeichnung der Vereinbarung erneuern lassen.

Anerkennung neuer Ausbildungszentren

Anträge auf Anerkennung neuer Ausbildungszentren sind vor Ende November an das SpA zu richten. Die Anerkennungskriterien sind beim SpA erhältlich; diese sind unter anderem folgende:

- a) müssen vom kantonalen Verein oder Verband vorge-schlagen und Mitglied des FVS sein; pro Verband oder Disziplin kann ein einziges Zentrum vorgeschlagen werden;
- b) Gewähr bieten, dass das Angebot des kantonalen Zent-rums allen Athleten/Mitgliedern von Klubs offensteht, die dem kantonalen Verein oder Verband angehören;
- c) Nachwuchstalente rekrutieren, welche über eine SOA Talent Card (regional/national) verfügen;
- d) dem SpA alle Dokumente übermitteln, die für den Betrieb des Zentrums notwendig sind, darunter nament-lich die jährlich zu unterzeichnende Vereinbarung;
- e) die sportliche oder künstlerische Ausbildung der Jugendlichen übernehmen und finanzieren;
- f) einen Verantwortlichen für die Kontakte zum SpA/ Konservatorium und zu den Verantwortlichen für die Betreuung in den Schulen bezeichnen;
- g) qualifizierte Trainer, Ressourcenpersonen und ange-messene Trainings- und Betreuungsstrukturen zur Verfügung stellen, die den Schulzeiten der Jugendlichen angepasst sind; für das Zentrum muss mindestens ein ständiger Trainer verantwortlich sein, der mindestens für die Nachwuchsförderung 2 anerkannt ist;
- h) mit den Partnern zusammenarbeiten, um Trainingsmo-dalitäten zu definieren, die den Jugendlichen ermögli-chen, ihren schulischen Verpflichtungen nachzukom-men;

- i) die Gesundheit und das Interesse an anderen Bereichen als der ausgeübten Sportart/Kunst fördern;
- j) die Pflicht einer medizinischen Untersuchung für neu ins Ausbildungszentrum eintretende junge Sportler (einschliesslich Tänzer) einführen, danach regelmässige Folgeuntersuchungen planen;
- k) garantieren, dass die während der Schulzeit stattfinden-den Trainingseinheiten sportlich begründet sind und mit der Trainingslast des Jugendlichen im Einklang stehen; sie dürfen nicht das «Abendtraining» ersetzen.

4.8. Schätzung der finanziellen Auswirkungen

Die Einrichtung eines solchen Programms hat natürlich finanzielle Auswirkungen; diese sind hiernach aufgeführt:

- a) Stützunterricht für Nachwuchstalente: 500–600 Stun-den Stützunterricht pro Jahr für einen Betrag von etwa 30 000 Franken.
- b) Personalaufwand für das SpA: Für die Koordination, die Bearbeitung der Dossiers, die Datenverwaltung und das Monitoring der Jugendlichen wurde die Anstellung eines pädagogischen Mitarbeiters mit einem halben Pensum erforderlich; diese halbe Stelle wurde in das Budget 2013 aufgenommen.
- c) Personalaufwand für die Schulen: In den Schulen wurde das Monitoring der Nachwuchstalente in der Regel den stellvertretenden Direktorinnen und Direktoren übertragen; diese erhielten dazu nach einem die Anzahl SKA-Schüler/-innen berücksichtigenden Verteilschlüssel eine Erhöhung ihrer Entlastungen um insgesamt etwa 25–30 Einheiten (1 Einheit für 5 Schüler/-innen).
- d) Schulgeld für ausserkantonalen Schulbesuch: Mit dem SKA-Förderprogramm wird die Anzahl ausserkantona-ler Schulbesuche voraussichtlich abnehmen, wodurch sich die Ausgaben verringern lassen. Zahlen der letz-ten Jahre: 2010/11: 48, 2012/13: 44, durchschnittliches Schulgeld pro Schüler/-in: 15 000 Franken, mittelfristig prognostizierte Anzahl: 25, also ein Betrag von etwa 375 000 Franken pro Jahr.
- e) Besondere Lektionen (Ernährung, Doping, Gesund-heit, ...): Einrichtung und Übernahme durch die Ausbil-dungszentren.
- f) Transport vom Wohnsitz zur Aufnahmeschule: Allfäl-lige Kosten werden gänzlich von den Eltern übernom-men.
- g) Einrichtung einer E-Learning-Plattform, um den Nach-wuchstalenten zu ermöglichen, im Rahmen von Stun-denplananpassungen oder Spezialurlauben verpasste Lektionen selbst nachzuholen: Dieser Betrag wurde noch nicht geschätzt, weil die Arbeitsgruppe diesen Vorschlag nicht eingehend geprüft hat.

Unbestritten ist, dass die Einführung des Programms finanzielle Auswirkungen hat, die aber mit den Kosten der

Schaffung einer Schule für Nachwuchstalente in Vergleich zu setzen sind. Insgesamt sind etwa 800 000 Franken pro Jahr erforderlich, um die vorgeschlagenen Massnahmen zu ermöglichen. Die grossen Anstrengungen der Ausbildungszentren und kantonalen Sportverbände zur Verbesserung der Strukturen für Leistungssportler sollten den Exodus junger Talente aus dem Kanton Freiburg beträchtlich bremsen. Gestützt auf die Schätzung der Arbeitsgruppe rechnen wir sogar damit, dass sich die Kosten in zwei oder drei Jahren mit der Umsetzung der provisorischen Massnahmen um einen Betrag von 650 000 Franken pro Jahr stabilisieren werden.

Umsetzung des SKA-Konzepts

Schuljahr	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16
Ausserkantonale Schulgelder	660 000 Fr. 44 Schüler/-innen	450 000 Fr. Schätzung 30 Schüler/-innen	420 000 Fr. Schätzung 28 Schüler/-innen	375 000 Fr. Schätzung 25 Schüler/-innen
Personalaufwand Schulen	135 000 Fr. 30–35 Std. Entlastungen pro Woche	142 000 Fr. 35–40 Std. Entlastungen pro Woche	150 000 Fr. 40 Std. Entlastungen pro Woche	150 000 Fr. 40 Std. Entlastungen pro Woche
Personalaufwand SpA Kantonaler SKA-Koordinator	63 000 Fr. 50%	75 600 Fr. 60%	75 600 Fr. 60%	75 600 Fr. 60%
Stützkurse und E-Learning	30 000 Fr.	30 000 Fr.	30 000 Fr.	30 000 Fr.
Total	888 000 Fr.	697 600 Fr.	675 600 Fr.	630 600 Fr.

Die Anzahl der Anfragen und als direkte Folge davon auch die Kosten werden mit Sicherheit jährlichen Schwankungen unterliegen. Deshalb ist es wichtig, dass dem kantonalen Sportfonds, der die Beständigkeit des Programms und seine qualitative Entwicklung gewährleisten wird, genügend Mittel zufließen. Dadurch kann eine positive Entwicklung des Programms mit stabilem Kostenaufwand gefördert werden (siehe obenstehende Tabelle).

5. Schlussbemerkungen

Der Staatsrat verweist auf die bisher unternommenen Bemühungen zugunsten einer Vielzahl von Jugendlichen, die in den Genuss gezielter individueller Unterstützungsmassnahmen kommen. Er unterstreicht die Bedeutung einer abgeschlossenen Schulbildung um den unvermeidbaren Risiken, die mit dem Status von Sport- oder Kunsttalenten verbunden sind, vorzubeugen. Vorrangiges Ziel ist es, die Zukunft dieser Jugendlichen bestmöglich vorzubereiten und ihnen die Gewissheit geben, dass sie sich Kenntnisse und Fähigkeiten angeeignet haben, die sie für ihren weiteren Berufs- und Lebensweg nutzen können. Nur durch eine konsequente Leitung der Schule lässt sich eine Entwicklung kontrollieren, die zunehmend an Bedeutung gewinnt. Dies setzt ein gezieltes Programm voraus.

Mit den Massnahmen zur Vereinbarung von schulischer Ausbildung mit einer sportlichen oder musisch-künstlerischen Aktivität auf hohem Niveau kann den Jugendlichen eine

beständige berufliche Zukunft garantiert werden, indem sie dabei unterstützt werden, beide Zielsetzungen zu erreichen. Dennoch entsteht die Notwendigkeit aufgrund der hohen Anzahl an Jugendlichen, welche vom Programm unterstützt werden, noch genauer festzulegen, welche Jugendliche in das ausgearbeitete Programm integriert werden können. So hat die Anzahl der Anträge für das Schuljahr 2013/14 bereits um 12% abgenommen. Dem entspricht auch die Auswirkung auf die Anzahl Jugendlicher, welche vom Programm unterstützt werden (2012: 470 und 2013: 422).

Der Staatsrat stellt fest, dass der Rahmen des vorgeschlagenen Programms mit dem gesetzlichen Rahmen im Einklang steht und erachtet, dem Postulat von Grossrat Eric Collomb, das von ihm die Erarbeitung eines Katalogs von Massnahmen forderte, die es talentierten Kindern und Jugendlichen sowohl auf der Sekundarstufe I wie auch auf der Sekundarstufe II ermöglichen sollen, Sport oder Kunst auf hohem Niveau und schulische Ausbildung miteinander zu vereinbaren, ohne bei den Ausbildungsanforderungen Abstriche zu machen, nachgekommen zu sein.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.